

LES DÉFIS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU SÉNÉGAL : REGARD SUR L'AGENDA NATIONAL DE LA TRANSFORMATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Mercredi 04 février 2026

INTRODUCTION

Le mercredi 04 février 2026, le Think Tank Citoyen de l'Afrique de l'Ouest, WATHI a organisé, avec le soutien de l'Ambassade d'Irlande au Sénégal une conférence publique en partenariat avec le Laboratoire des Études Sociales de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop sur le thème : « Les défis de l'Enseignement supérieur au Sénégal : Regard sur l'Agenda national de la transformation de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. »

Cette activité intervient dans un contexte de mutations profondes du système éducatif sénégalais. En effet, en juillet 2025, le Président de la République Bassirou Diomaye Faye a officiellement lancé l'Agenda national de la transformation de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, marquant ainsi une volonté de refonder le secteur de l'enseignement supérieur. Ce nouvel agenda souhaite rompre avec les modèles hérités du passé, jugés inadaptés aux évolutions contemporaines du Sénégal. Ainsi, l'objectif est de promouvoir un enseignement supérieur en cohérence avec les priorités nationales, capable de former des étudiants pouvant répondre aux besoins spécifiques du pays.

Depuis quelques années, l'université sénégalaise traverse une crise structurelle marquée par un manque de personnel d'enseignement et de recherche, des effectifs pléthoriques qui dépassent les capacités d'accueil des universités, un non-respect du calendrier universitaire, des années scolaires qui se chevauchent, ainsi que des revendications liées aux bourses et aux conditions sociales et d'études des étudiants. Cette crise alimente un climat social tendu, conduisant à des troubles et des mouvements de contestations, paralysants les campus. En plus de ces crises qui gangrènent la vie universitaire, le système éducatif sénégalais paraît inerte, ne répondant plus aux besoins du marché du travail, du fait d'une inadéquation entre formation et emploi, ce qui contribue à alimenter le taux de chômage chez les jeunes, source de frustration sociale.

Face à ces défis, l'organisation de cette conférence publique offre un espace de dialogue et de réflexion collective, permettant d'examiner de manière critique l'Agenda national sénégalais de transformation de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, d'identifier les obstacles à sa mise en œuvre et de formuler des recommandations concrètes, pour une réforme réussie.

LES PANÉLISTES INVITÉS

- **Dr Nouhou Diaby**, Conseiller technique, Représentant du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Sénégal ;
- **Dr Abdourahmane Kane**, Directeur académique BEM Management School, Établissement d'Enseignement supérieur privé ;
- **Pr Yankhoba Seydi**, Directeur de la Recherche de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
- **Mme Khady Sow**, Présidente de l'Association des étudiants en Science politique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
- **M. Rivo Ratsimandresy**, Co fondateur et CEO de la Rencontre des entrepreneurs Sénégal.

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- L'Agenda national de transformation de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, lancé en juillet 2025, marque une rupture par rapport aux réformes précédentes de l'enseignement supérieur. Contrairement aux initiatives antérieures, ce nouvel agenda s'aligne avec le cadre de référence national, la Vision Sénégal 2050. Il a pour ambition d'engendrer une transformation réelle de l'université. Ainsi, il ne s'agit plus seulement de redéfinir des objectifs, mais de clarifier la finalité et l'impact, en intégrant pleinement la recherche et l'innovation dans les priorités nationales.
- Dans les anciennes réformes, la recherche occupait une place marginale. Aujourd'hui, la volonté est d'en faire un levier central de création d'emplois et de développement de secteurs-clés. Cette évolution traduit le passage d'une université à vocation essentiellement sociale, à une université orientée vers l'impact (impact réel sur l'économie, les territoires, les politiques publiques...). Désormais, l'université sera appelée à être évaluée sur son effet réel, notamment en matière d'innovation, de production scientifique et d'employabilité des diplômés. Cette orientation s'accompagne d'un renforcement de la gouvernance, avec la mise en place d'indicateurs de performance, d'évaluations académiques et scientifiques, ainsi que de contrats de performance entre l'État et les universités, dans l'objectif final de véritablement renforcer le capital humain.
- L'enseignement supérieur reste confronté à de nombreux obstacles académiques, pédagogiques, sociaux et structurels. L'augmentation rapide du nombre d'étudiants s'est faite sans une base financière suffisante, tandis que le corps professoral se montre vieillissant. Du point de vue des étudiants, les obstacles sont également multiples : surcharge des amphithéâtres, précarité sociale, insuffisance des infrastructures et inégalités d'accès au numérique. Malgré certains progrès, tous les étudiants ne pas dans les conditions idéales d'apprentissage, ce qui creuse les écarts.
- Les étudiants sont peu impliqués dans les processus décisionnels et se contentent le plus souvent d'être informés. L'Agenda national de transformation de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation est largement méconnu par les étudiants. Les étudiants perçoivent cet Agenda comme une réforme parmi d'autres, d'où la nécessité d'un effort accru de vulgarisation.
- Les défis liés au numérique et à l'intelligence artificielle sont patents. Selon les intervenants, concernant l'IA, la question n'est plus seulement d'intégrer l'IA dans l'université, mais d'intégrer l'université dans un monde dominé par l'IA. Les mutations sont telles que des tâches auparavant réalisées en plusieurs années peuvent aujourd'hui être accomplies en quelques minutes. L'IA est désormais capable de produire des mémoires et des thèses, ce qui remet en cause la valeur de la recherche académique telle qu'elle est conçue actuellement. Face à cela, l'université doit être repensée en profondeur, en privilégiant le tutorat, l'esprit critique et la maîtrise des outils, car il est illusoire de vouloir opposer l'enseignant à l'IA plutôt que de chercher à la comprendre et à l'utiliser de manière pertinente.
- Pour les universités privées, la principale difficulté demeure la recherche. Alors que l'université publique est davantage tournée vers la recherche fondamentale, le privé s'inscrit plutôt dans une logique de recherche appliquée. Des collaborations existent entre les universités publiques et privées, notamment pour le développement et la création d'écoles doctorales conjointes. Toutefois, le partenariat reste encore insuffisamment structuré et mérite d'être renforcé.
- Par ailleurs, le système d'enseignement supérieur sénégalais fait face à un déficit de bacheliers. Le pays compte environ 290 000 étudiants (enseignement supérieur privé et public), ce qui est en deçà du seuil nécessaire pour soutenir un véritable développement. Il est également noté un vieillissement du corps professoral sans une réelle politique de recrutement pour combler cela.

- Malgré les avancées visées dans l'Agenda national de transformation, notamment sur la recherche et le numérique, la question de la souveraineté demeure centrale. Les curriculums et les exigences du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES), qui privilégient la publication dans des revues internationales occidentales, contrastent avec la mission initiale de renforcement de l'ancrage africain de la recherche, soulevant des interrogations sur l'autonomie intellectuelle et scientifique.
- La question du financement de la recherche illustre également cette problématique de souveraineté. Bien que la recherche soit produite localement, les financements proviennent majoritairement de bailleurs externes, faisant des chercheurs locaux de simples exécutants. La recherche des ressources externes traduit un sous-financement entraînant une faible production scientifique, malgré un nombre important d'enseignants-chercheurs, révélant un déséquilibre entre ressources humaines et résultats scientifiques.
- Une des manifestations du manque de ressources est l'absence de laboratoires nationaux pleinement opérationnels limitant la capacité à produire, analyser et valoriser les données sur place. Si la volonté politique est affichée dans les discours, l'urgence reste de trouver des mécanismes concrets pour endogénéiser le financement de la recherche universitaire.

RECOMMANDATIONS

- Valoriser l'enseignement technique et professionnel en orientant davantage les élèves vers ces filières dès le brevet et le baccalauréat, notamment par le développement des lycées professionnels, afin de désengorger les universités et de mieux répondre aux besoins du marché du travail.
- Réformer les curriculums afin de renforcer la professionnalisation des formations, en particulier dans les filières STIM (Sciences, technologies, ingénieries et mathématiques), en intégrant davantage de compétences pratiques, de stages et d'alternance, en partenariat avec les entreprises privées.
- Rationaliser les écoles doctorales, notamment par la fusion de certaines structures, afin d'améliorer leur efficacité, leur lisibilité et leur capacité à capter des financements.
- Impliquer davantage les étudiants dans les processus décisionnels et vulgariser l'Agenda national de transformation de l'Enseignement supérieur afin d'en renforcer l'appropriation, la compréhension et l'adhésion par la communauté étudiante.
- Réformer le système de bourses en alignant le versement des aides sur l'année académique et le statut réel de l'étudiant, afin d'assurer la soutenabilité du dispositif, de réduire les décalages (avec le calendrier universitaire) et de garantir un soutien effectif pendant la durée réelle des études.
- Créer des centres d'insertion professionnelle au sein de chaque université, afin de donner aux étudiants les codes du recrutement sur le marché du travail et les aider à construire leur projet professionnel.

CITATIONS DES PANÉLISTES

« Cet agenda vise une véritable rupture, ce n'est pas seulement un changement d'objectif, cela vise un changement réel, une transformation. Le but était d'aligner l'agenda national de l'enseignement sur l'agenda national du pays, afin de trouver des cohérences avec la recherche, le financement, et l'innovation. » Dr Nouhou Diaby, Conseiller technique, Représentant du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

« Dans les anciens programmes, la recherche était marginale. Avec ce nouvel agenda, nous voulons faire de la recherche un point marquant dans la création d'emplois et d'autres secteurs importants comme l'agriculture. », Dr Nouhou Diaby, Conseiller technique, Représentant du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

« La grande difficulté des universités privées est la recherche. En réalité, l'université publique est plus dans la recherche fondamentale alors que le privé est dans la recherche appliquée. », Dr Abdourahmane Kane, Directeur académique BEM School Management, Établissement d'Enseignement supérieur privé.

« Sur le plan académique, les formations restent trop théoriques, avec une pratique insuffisante et un réel manque d'interdisciplinarité, ce qui limite l'employabilité des diplômés. » Dr Abdourahmane Kane, Directeur académique BEM School Management, Établissement d'Enseignement supérieur privé.

« En regardant l'Agenda national de transformation de l'Enseignement supérieur, nous avons travaillé sur la recherche, le numérique, et d'autres grandes thématiques au niveau de l'agenda. Mais une question reste importante, c'est celle de la souveraineté. », Pr Yankhoba Seydi, Directeur de la Recherche de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

« Sans un financement durable et stratégique de l'enseignement supérieur et de la recherche, toute ambition de transformation reste limitée. », Pr Yankhoba Seydi, Directeur de la Recherche de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

« Les étudiants font face à des obstacles sur les plans numériques, sociaux, infrastructurels et matériels. La surcharge des amphithéâtres et les conditions sociales précaires créent un environnement d'apprentissage inadéquat pour les étudiants. », Mme Khady Sow, Présidente de l'Association des étudiants en Science politique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

« Les étudiants sont souvent informés des réformes, mais très peu impliqués dans les processus décisionnels, ce qui crée un sentiment de mise à l'écart. », Mme Khady Sow, Présidente de l'Association des étudiants en Science politique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

« La question démographique n'est pas suffisamment prise en compte par les politiques publiques, alors qu'elle impacte directement l'emploi des jeunes. », M. Rivo Ratsimandresy, Co fondateur et CEO de la Rencontre des entrepreneurs Sénégal.

« Il est inconcevable qu'une université comme Cheikh Anta Diop soit paralysée par des grèves récurrentes. Cette situation révèle la transformation de l'université en véritable volcan politique, d'autant plus que les périodes d'enseignement perdues durant les grèves ne font jamais l'objet de rattrapage », M. Rivo Ratsimandresy, Co fondateur et CEO de la Rencontre des entrepreneurs Sénégal.



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

